

**Politique étrangère - Chine -  
Turquie - Allemagne - Entretien de  
M. Jean-Baptiste Lemoyne,  
secrétaire d'Etat auprès du ministre  
de l'Europe et des affaires  
étrangères avec «l'Opinion.fr» -  
extraits**

(Paris, 08 janvier 2018)

Q - Vous êtes secrétaire d'Etat auprès de M. Jean-Yves Le Drian, le ministre de l'Europe et des affaires étrangères. Emmanuel Macron est arrivé en Chine cette nuit, il a déjà prononcé un premier discours. Il y a quelques jours, il recevait le président Erdogan à Paris. Faut-il parler avec tout le monde ?

R - Bien sûr, il faut parler avec tout le monde, tout le temps et je crois que c'est la marque de fabrique de la diplomatie française.

Q - Il n'y a donc pas de limite ?

R - Si, par exemple avec Bachar al-Assad vous avez bien compris que l'on ne souhaite pas ce type de dialogue. En revanche, il y a un certain nombre de grandes nations dans le monde - la Chine en est une évidemment et elle est membre du conseil de sécurité de l'ONU - avec lesquelles Emmanuel Macron dialogue régulièrement par téléphone. Ici, il est important de prendre le temps de bien se connaître et le temps de connaître les enjeux majeurs à partager, d'un point de vue diplomatique, avec la Corée du Sud et la Syrie, d'un point de vue climatique car la Chine joue un rôle majeur.

Elle souhaite une sorte de co-leadership, et le président de la République après le sommet «One Planet» est très engagé sur ces sujets et également d'un point de vue économique. Nous avons des choses à nous dire.

Q - Faut-il parler de tout ? Vous parlez de diplomatie, d'économie, de climat, mais vous ne parlez pas de droits de l'Homme ?

R - Si bien sûr. Ce fut le cas vendredi avec le président turc Erdogan. Dans l'intimité du bureau présidentiel, beaucoup de choses peuvent se dire, d'homme à homme.

Q - Est-ce l'intimité qui compte ou le message public que l'on envoie ?

R - Les deux. Ce qui compte, c'est à la fois le fait d'évoquer des cas très précis et de pouvoir obtenir des autorités en question un certain nombre d'éclaircissements, voire des mesures.

Q - C'est rarement un dialogue efficace ce genre de dialogue sur les droits de l'Homme, est-ce parce que la France n'a pas d'influence ou est-ce parce que ces pays sont trop calés sur leur attitude ?

R - S'agissant de la Turquie, il se trouve que l'an dernier, nous avons deux compatriotes journalistes emprisonnés et nous avons obtenu leur sortie de Turquie. Je pense donc qu'il peut y avoir des résultats dès lors qu'il y a des éléments convaincants et de la persuasion.

Q - Concernant la Chine, le président de la République a fait savoir qu'il cherchait autre chose que des grands contrats, il veut une nouvelle démarche diplomatique en quelque sorte ? Qu'est-ce que cela signifie exactement ?

R - Beaucoup de choses vont être lancées parce qu'il y a la volonté d'avoir des liens encore plus proches entre entreprises françaises et chinoises. Il y aura un conseil des entrepreneurs franco-chinois qui sera mis sur pied et qui n'existait pas jusqu'ici.

Q - Nous en connaissons quelques-uns entre des villes et des entrepreneurs français.

R - En effet, mais il s'agit là d'une logique pour aller, non seulement au-delà des grands groupes, avec des PME, des ETI, mais il y a aussi tout un travail autour de l'innovation et de l'intelligence artificielle. Il y a également le souci de la réciprocité, de faire en sorte que nos entreprises puissent investir, prendre des participations, de la même façon que les entreprises chinoises le font en Europe.

Q - Ce n'est pas gagné !

R - Je vous le concède. C'est un dialogue exigeant et il convient de dire aux autorités chinoises que nous attendons un meilleur accès à un certain nombre de marchés. Il faut en effet rééquilibrer nos échanges car, à ce jour, nous avons un déficit commercial de l'ordre de 30 milliards d'euros entre la France et la Chine et c'est l'un de nos premiers déficits.

Q - Avec le recul, la France a-t-elle eu tort de faire appel aux Chinois et d'accueillir des capitaux chinois chez PSA ?

R - Vous savez, les capitaux chinois, dès lors qu'ils permettent à des entreprises qui sont implantées sur le territoire national de se développer sont les bienvenues.

Q - Pas tous les capitaux chinois et pas dans toutes les entreprises malgré tout ?

R - On est bien d'accord et c'est pour cela que toute nation - et l'Europe en tant que qu'Europe puissance également - doit mettre en place un certain nombre de dispositifs pour s'assurer que des intérêts vitaux ou stratégiques ne soient pas menacés. Il y a d'ailleurs tout un travail auquel j'ai participé au niveau des conseils des ministres du commerce européen, un travail de tri et de filtres des investissements, d'examens des investissements mis sur la table.

Q - Pourquoi ? Pour établir des frontières, pour essayer de durcir un peu les lois des autorisations d'investissement des entreprises chinoises en France ?

R - Pour que l'on puisse avoir un mécanisme qui permette, en cas de danger avéré pour des intérêts stratégiques ou vitaux, de pouvoir réagir. Il ne faut pas être naïf, nous sommes quand même sur un théâtre des opérations, et la France, comme l'Europe, ne doit pas rester les bras ballants.

Nous avons cette volonté de mettre en place un certain nombre d'outils pour une Europe qui protège effectivement ses intérêts économiques.

Q - On va prendre un exemple simple. Le gouvernement se prépare à annoncer une privatisation d'Aéroport de Paris, en tout cas la mise sur le marché d'un certain nombre de capitaux d'Aéroport de Paris. Les Chinois ont été candidats et ont pris une part majoritaire dans l'aéroport de Toulouse. Est-ce que les Chinois seraient bienvenus dans l'aéroport de Paris ?

R - On verra quels seront les dossiers qui se présenteront le moment venu. Vous prenez l'exemple de l'aérien. La Chine devient un acteur majeur du tourisme. Le Club Méditerranée qui est une marque française a pour actionnaire majoritaire l'entreprise chinoise Fosun. J'étais il y a quelques semaines avec Henri Giscard d'Estaing pour inaugurer un de leurs nouveaux fleurons dans les Alpes et on voit bien qu'ils sont déterminés à mettre les moyens qu'il faut pour permettre à ces belles marques françaises de se développer.

En matière d'aéronautique et d'aérien, il est important de développer la connectivité entre la Chine et la France.

Q - Si on revient à Aéroport de Paris, il y a un intérêt pour ce qu'ils peuvent apporter mais attention aux éléments stratégiques, c'est cela ?

R - Toujours. Nous avons un certain nombre d'infrastructures, d'entreprises, de pépites sur lesquelles nous avons un regard toujours attentif.

Q - Angela Merkel a lancé hier des discussions j'allais dire de la dernière chance avec le SPD pour essayer de former une coalition, un gouvernement, de créer une majorité après les élections plutôt ratées du 24 septembre dernier. Risque de paralysie en Allemagne ?

R - Il y a effectivement cette semaine des négociations cruciales avec le SPD et la CDU-CSU. Il est clair que s'il n'y a pas d'accord, inévitablement cela va conduire vraisemblablement vers des élections.

Q - Cela vous inquiète ?

R - Il est important d'avoir une Allemagne qui soit stable, forte parce que le moteur franco-allemand est à la base de tout. Le président de la République le rappelait lors de ses vœux au Corps diplomatique la semaine dernière, il le disait avec beaucoup de bienveillance vis-à-vis de nos autres partenaires européens : il y a néanmoins ce couple franco-allemand qui s'il n'est pas suffisant, est nécessaire.

Q - ... qui est plutôt à l'arrêt aujourd'hui.

R - Ecoutez, moi, je continuer à travailler avec mes homologues...

Q - Angela Merkel expédie les affaires courantes, comme on dit. Elle n'a pas la capacité de prendre une initiative sur l'Europe par exemple.

R - Ils ont besoin de définir une plateforme de gouvernement commune effectivement avant de pouvoir enclencher un certain nombre d'actions. Mais, en même temps, une fois qu'ils auront ce socle solide, on sait que cela délivre. Je n'ai pas doute que nos amis, nos partenaires allemands vont réussir à s'accorder. (...)

Merci Jean-Baptiste Lemoyne./.